

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1991.

**Art. 3.** Het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de radio-omroep en de televisie behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 oktober 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

F. 92 — 433

[S-C — 29778]

**18 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1984  
portant création du service social des Services de l'Exécutif de la Communauté française**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1984 portant création du service social des Services de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 23 août 1991;

Vu le protocole n° 56 du comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 29 octobre 1991;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget et le personnel dans ses attributions, donné le 11 décembre 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par les lois des 9 août 1980, 18 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait qu'il convient de modifier sans tarder les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif du 1er mars 1984 portant création d'un service social des Services de l'Exécutif de la Communauté française notamment en ce que la référence auxdits Services de l'Exécutif comme limite structurelle de l'intervention du service social ne correspond plus à la réalité institutionnelle interne dans laquelle il est appelé à opérer depuis le 1er janvier 1990;

Sur la proposition du Ministre-Président ayant le personnel du Ministère de la Culture et des Affaires sociales dans ses attributions;

Vu la délibération de l'Exécutif du 11 décembre 1991,

Arrête :

**Article 1er.** Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1984 portant création du service social des Services de l'Exécutif de la Communauté française, ci-après dénommé l'arrêté de l'Exécutif du 1er mars 1984, les termes « Ministère de la Culture et des Affaires sociales » sont ajoutés aux termes « Services de l'Exécutif de la Communauté française ».

**Art. 2. § 1er.** L'article 2, A, 3<sup>e</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif du 1er mars 1984 est remplacé par :

« 3<sup>e</sup> l'aide financière particulière en faveur des non-valides »;

L'article 2, A, est complété par :

« 5<sup>e</sup> l'intervention lors du non paiement des sommes dues, telles que traitement, salaire, pension, indemnités, allocation...»;

« 6<sup>e</sup> l'affiliation à une assurance collective « soins de santé ». »

**§ 2.** L'article 2, B, 2<sup>e</sup> à 7<sup>e</sup>, est remplacé par :

« 2<sup>e</sup> la consultation sociale et juridique pour des questions qui ne sont pas en rapport direct avec l'administration;

3<sup>e</sup> la promotion de la santé et la prévention en matière de santé sur les lieux du travail;

4<sup>e</sup> la promotion d'activités culturelles, sportives et de loisirs;

5<sup>e</sup> la préparation à la pension;

6<sup>e</sup> la gestion des restaurants et des cafétarias;

7<sup>e</sup> l'organisation de garderies et de vacances. »

**Art. 3.** L'article 3, § 1er, de l'arrêté de l'Exécutif du 1er mars 1984 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Pour autant qu'ils ne bénéficient déjà d'avantages offerts par le service social d'une autre administration, les bénéficiaires du service social sont :

1<sup>e</sup> les personnes qui, à quelque titre que ce soit, appartiennent au personnel du Ministère de la Culture et des Affaires sociales, pour autant qu'elles soient en service depuis six mois au moins et qu'elles exercent leurs fonctions à 50 % au moins de la durée normale des prestations. Ces deux conditions ne sont pas requises pour l'application de l'article 2, A, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>;

2<sup>e</sup> les agents statutaires admis à la retraite;

3<sup>e</sup> les membres du personnel non statutaires retraités, ayant presté leurs cinq dernières années au Ministère de la Culture et des Affaires sociales;

4<sup>e</sup> les veufs, veuves et orphelins des membres du personnel repris aux points 1er à 3<sup>e</sup>;

5<sup>e</sup> le(a) conjoint(e) ou la personne avec laquelle le membre du personnel repris aux points 1er à 3<sup>e</sup> vit maritalement;

6<sup>e</sup> les enfants qui sont à charge du membre du personnel repris aux points 1er à 3<sup>e</sup>;

7<sup>e</sup> les membres des cabinets ministériels dont la rémunération est imputée au budget du Ministère de la Culture et des Affaires sociales et les personnes qui sont à leur charge. »

Les personnes bénéficiaires s'adressent directement au service social.

Art. 4. A l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif du 1er mars 1984, in fine, les termes « au budget de la Communauté française » sont remplacés par les termes : « au budget du Ministère de la Culture et des Affaires sociales ».

Art. 5. A l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif du 1er mars 1984, le 3<sup>e</sup> est remplacé par :

« 3<sup>e</sup> un conseil d'administration composé de membres appartenant à la catégorie reprise sous le point 1 de l'article 3, § 1er, et proposées par les organisations syndicales représentées aux comités de négociation et de concertation (secteur XVII) du Ministère de la Culture et des Affaires sociales, dans la même proportion ».

Art. 6. L'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif du 1er mars 1984 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Ministre peut, à tout moment, par une décision motivée, retirer l'agrément, si l'association sans but lucratif manque à ses engagements ou ne respecte pas les dispositions du présent arrêté. »

Art. 7. L'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif du 1er mars 1984 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. § 1. Sur proposition du conseil d'administration du service social, le Ministre ayant le personnel du Ministère de la Culture et des Affaires sociales dans ses attributions affecte le personnel statutaire, dont les emplois sont prévus au cadre organique. Cette mise à disposition ne peut avoir pour effet de modifier la situation administrative et pécuniaire des agents concernés. »

§ 2. Les moyens nécessaires à l'accomplissement des tâches incombant au service social, qui seront confiées à l'association sans but lucratif, sont mis à la disposition de celle-ci par le Ministre ayant le budget dans ses attributions.

L'association sans but lucratif est chargée du recrutement et de la gestion du personnel auxiliaire affecté au service social. »

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets en même temps que l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 août 1990 portant création de deux ministères au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française.

Bruxelles, le 18 décembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre-Président,  
V. FEAUX

#### VERTALING

N. 92 — 433

[S.C. — 29778]

#### 18 DECEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 maart 1984 houdende oprichting van de sociale dienst bij de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 maart 1984 houdende oprichting van de sociale dienst bij de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 23 augustus 1991;

Gelet op het protocol nr. 56 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 29 oktober 1991;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegheid de begroting en het personeel behoren, gegeven op 11 december 1991;

Gelet op de wetten op de raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1980 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om de bepalingen van het besluit van de Executieve van 1 maart 1984 houdende oprichting van de sociale dienst bij de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap onverwijld te wijzigen, inzonderheid omdat de verwijzing naar de boven genoemde Diensten van de Executieve als structurele beperking van de tegemoetkoming van de sociale dienst niet meer overeenstemt met de interne institutionele werkelijkheid waarin hij moet werken sedert 1 januari 1990;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter tot wiens bevoegheid het personeel van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken behoort;

Gelet op de door haar na de beraadslaging van 11 december 1991 genomen beslissing,

#### Besluit :

**Artikel 1.** In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 maart 1984 houdende oprichting van de sociale dienst bij de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, hierna genoemd het besluit van de Executieve van 1 maart 1984, worden de woorden « Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken » toegevoegd aan de woorden « Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap ».

**Art. 2. § 1.** Artikel 2, A, 3<sup>e</sup>, van het besluit van de Executieve van 1 maart 1984 wordt vervangen door :

« 3<sup>e</sup> de bijzondere financiële steun ten bate van niet-validen; ».

Artikel 2, A, wordt aangevuld met :

« 5<sup>e</sup> de tegemoetkoming in geval van niet-uitbetaling van de verschuldigde bedragen, zoals wedden, lonen, pensioengeld, vergoedingen, toelagen...; »

6<sup>e</sup> het aansluiten bij een collectieve verzekering van het type « gezondheidsverzorging ». »

**§ 2.** Artikel 2, B, 2<sup>e</sup> tot 7<sup>e</sup>, wordt vervangen door :

« 2<sup>e</sup> de juridische en sociale raadpleging over vraagstukken die geen direct verband houden met de administratie; ».

- 3° de bevordering van de gezondheid en de preventie inzake gezondheid op de werkplaatsen;
- 4° de aanmoediging van activiteiten op het gebied van cultuur, sport en vrijetijdsbesteding;
- 5° de voorbereiding van de pensioengerechtigen op de oppensioenstelling;
- 6° het beheer van restaurants en cafetaria's;
- 7° het inrichten van kinderbewaarplaatsen en het organiseren van vakanties. »

**Art. 3.** Artikel 3, § 1, van het besluit van de Executieve van 1 maart 1984 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. Voor zover ze niet reeds andere voordelen verleend door de sociale dienst van een andere administratie genieten, zijn de begunstigden van de sociale dienst :

1° de personen die, in gelijk welke hoedanigheid, tot het personeel van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken behoren, voor zover ze in dienst zijn sedert minstens 6 maanden en ze hun ambt bekleden naar rata van minstens 50 % van de normale duur van de prestaties. Beide voorwaarden zijn niet vereist voor de toepassing van artikel 2, A, 5° en 6°;

2° de statutaire personeelsleden die op pensioen gesteld worden;

3° de oppensioengestelde niet-statutaire personeelsleden die hun laatste vijf jaren bij het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken hebben gepresteerd;

4° de weduwnaars, weduwen en wezen van de personeelsleden vermeld onder de punten 1° tot 3°;

5° de echtgenoot(-genote) of de persoon met wie het personeelslid vermeld onder de punten 1° tot 3° samenwoont;

6° de kinderen die ten laste zijn van het personeelslid vermeld onder de punten 1° tot 3°;

7° leden van ministeriële kabinetten wier bezoldiging aangerekend wordt op de begroting van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken en de personen die ze ten laste zijn.

De begunstigden wenden zich rechtstreeks tot de sociale dienst. ».

**Art. 4.** In artikel 4 van het besluit van de Executieve van 1 maart 1984, na het woord « hier toe », worden de woorden « op de begroting van de Franse Gemeenschap » vervangen door : « op de begroting van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken ».

**Art. 5.** In artikel 5 van het besluit van de Executieve van 1 maart 1984 wordt punt 3° vervangen door :

« 3° een raad van bestuur samengesteld uit leden die behoren tot de categorie vermeld onder punt 1 van artikel 3, § 1, en voorgedragen door de verenigingen die naar dezelfde verhouding in de onderhandelings- en overlegcomités (sector XVII) van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken worden vertegenwoordigd. ».

**Art. 6.** Artikel 9 van het besluit van de Executieve van 1 maart 1984 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Minister kan ieder ogenblik, bij een met redenen omklede beslissing, de erkenning intrekken indien de vereniging zonder winstoogmerk de aangegane verbintenissen niet nakomt of de bepalingen van dit besluit niet naleeft. ».

**Art. 7.** Artikel 10 van het besluit van de Executieve van 1 maart 1984 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. § 1. Op de voordracht van de raad van bestuur van de sociale dienst, stelt de Minister tot wiens bevoegheid het personeel van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken behoort het statutaire personeel aan, waarvan de betrekkingen in de personeelsformatie voorkomen. Deze terbeschikkingstelling mag geen wijziging van de administratieve en geldelijke toestand van de betrokken ambtenaren met zich meebrengen.

§ 2. De middelen die noodzakelijk zijn voor de vervulling van de taken die aan de sociale dienst toegewezen zijn en die aan de vereniging zonder winstoogmerk zullen worden toegewezen, worden ter beschikking van deze gesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort.

De vereniging zonder winstoogmerk is belast met de werving en het beheer van het hulppersoneel dat voor de sociale dienst aangewezen is.

**Art. 8.** Dit besluit heeft uitwerking tegelijk met het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 augustus 1990 tot oprichting van twee ministeries in de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Brussel, 18 december 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse gemeenschap,  
De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

[S-C — 29767]

#### MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 92 — 434

#### 7 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif à l'organisation des conseils de participation dans l'enseignement de la Communauté française

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 10;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 9 novembre 1990 portant organisation des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et instaurant la participation des membres de la communauté éducative, notamment l'article 11;

Vu le protocole du 10 septembre 1991 du Comité de secteur IX;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;